MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie
Février 2024

Faits saillants :

- Région : inflation en fort recul en fin d'année
- Croissance polonaise atone en 2023 : + 0,2%
- Baisse des taux en Hongrie et en Tchéquie
- Hausse de la TVA en Estonie

LE CHIFFRE A RETENIR

5,1%

Le déficit rapporté au PIB prévu par le budget polonais en 2024

Dossier du mois : L'écosystème des start-ups dans les PECB

L'Europe centrale et balte héberge environ 11 700 startups qui emploient 105 000 personnes. En termes de valorisation, l'écosystème de la région est estimé à 118 Mds $. En comparaison, la France, qui a une population comparable à la région Europe centrale et balte, compte un nombre double de startups (23 400) pour une valorisation estimée à 359 Mds $.

L'Europe centrale et balte englobe des écosystèmes de startups aux dynamiques variables. De prime abord, et sans surprise, les plus grands pays de la région concentrent les écosystèmes les plus fournis. La Pologne compte ainsi le plus de startups (3 800), suivie de la République tchèque (1 800). Rapporté à la population, c'est cependant l'Estonie qui se distingue, pays qui a généré le plus de « licornes » dans la région et que l'on qualifie régulièrement, et à juste titre, de « Start up Nation ». Ce succès repose sur une pluralité de facteurs.

Pologne

Croissance atone en 2023 : +0,2%

D'après les données provisoires du Bureau des Statistiques GUS publiées le 31 janvier, la croissance en 2023 a connu un net tassement et ressort à 0,2% seulement alors que le consensus du marché prévoyait 0,5%. A titre de comparaison, la croissance a atteint 5,3% en 2022. La faiblesse de l'activité de l'économie polonaise en 2023 s'explique principalement par la chute de la demande domestique (-4,1%) dont la consommation des ménages (-1%). En revanche l'investissement (FBCF) a connu une hausse de 8% (4,9% en 2022). Pour 2024, les économistes prévoient une croissance de 3% environ.

La loi de finances 2024 adoptée

Tout en la déférant au Tribunal constitutionnel pour des points portant sur les modalités de son adoption, le président de la République a signé la loi de finances 2024 le 31 janvier. Les délais constitutionnels ont donc été respectés par le nouveau gouvernement formé le 13 décembre. La loi de finances 2024 s'est basée sur le projet initial du précédent gouvernement, en ce qui concerne notamment les hypothèses macroéconomiques : croissance de 3%, inflation moyenne de 6,6%, hausse du salaire moyen de 9,8%. Le budget 2024 introduit plusieurs mesures promises par la nouvelle majorité, telles que le relèvement des traitements de 30% pour les enseignants (33% pour les enseignants débutants) et de 20% pour les fonctionnaires, des dotations de soutien aux collectivités ou encore une dotation spéciale (0,7 Md EUR) pour le financement des soins oncologiques. Compte tenu du coût des nouvelles mesures, le déficit budgétaire 2024 devrait atteindre 184 Md PLN (42,5 Md EUR), soit 5,1% du PIB.

Le Ministère des Finances optimiste sur le financement de la dette

Selon le Ministère des Finances, les besoins nets de refinancement de la dette en 2024 s'élèveront à 252 Mds PLN (58 Mds EUR), en augmentation de 68% par rapport à 2023. En janvier, le Ministère des Finances a organisé une émission record d'obligations en Euros : 3,75 Mds EUR (à maturité de 10 et de 20 ans) dans le contexte d'un intérêt accru des investisseurs, dont l'offre a totalisé 10,2 Mds EUR. Le taux de rendement des obligations à 10 ans a été retenu à 3,716%. Le ministère a également effectué deux émissions d'obligations en zloty pour 10 Mds PLN et pour 8,8 Mds PLN (4,3 Mds EUR au total) accueillies favorablement par les investisseurs dont l'offre portait presqu'au double du montant de ces deux émissions. Au 1er février, les besoins de refinancement de la dette en 2024 sont déjà couverts à plus de 31%. Le ministre Andrzej Domanski est optimiste quant aux perspectives de refinancement de la dette et se félicite notamment du "retour de la confiance des investisseurs étrangers".

Une baisse de l'inflation qui reste à confirmer

En 2023, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 11,4% en moyenne annuelle d'après le GUS (14,4% en 2022). En glissement annuel, l'inflation en décembre 2023 s'est élevée à 6,2%, confirmant une évolution à la baisse depuis plusieurs mois. Tout en prenant acte de la baisse rapide de l'inflation, le Conseil de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale a cependant maintenu ses taux directeurs le 9 janvier. Le CPM met en avant l'incertitude regardant la croissance économique et l'impact des mesures de politique économique. Après une baisse au premier

semestre, un rebond de l'inflation pourrait se produire avec la fin attendue de mesures telles que la TVA à taux réduit ou le soutien aux prix de l'énergie. La pression sur les salaires devrait également jouer, avec le relèvement important (+17,3%) du salaire minimum mensuel brut le 1er janvier à 4242 PLN (987 EUR) et une nouvelle hausse, à 4300 PLN (1000 EUR) programmée pour le 1er juillet (soit une augmentation annuelle de 19,4%).

Stellantis annonce la cessation de l'activité de son usine de moteurs thermiques de Bielsko-Biala.

Héritée des investissements de FIAT en Pologne dans les années 1990, le groupe Stellantis a annoncé début janvier la liquidation de sa filiale FCA Powertain Polska et la cessation de sa production de moteurs à combustion à Bielsko-Biala (Silésie) entrainant la disparition de 468 emplois. Selon ses déclarations, l'entreprise est parvenue à un accord avec les syndicats pour assurer la réaffectation des salariés qui le souhaitent vers d'autres sites du groupe Stellantis et des primes de licenciement pour les salariés qui préféraient quitter le groupe. Selon le liquidateur, la fermeture de l'usine est liée à « l'évolution de la réglementation européenne » conduisant à la fin programmée des véhicules à moteur thermique. Malgré cette fermeture qui sera effective courant 2024, le groupe Stellantis compte toujours en Pologne l'usine d'assemblage de Tychy (30 km de Bielsko-Biala) qui produit plusieurs véhicules du groupe dont la FIAT 500 (version thermique et électrique) et le Jeep Avenger (électrique).

	Décembre 2022	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023
Inflation (%, g.a.)	15,3	6,3	6,3	6,2
Inflation sous-jacente (%, g.a.)	12,0	6,9	6,2	5,9
Taux de chômage (% population active)	2,8	2,8	2,8	2,8
Taux directeur (%, NBP)	6,75	5,75	5,75	5,75

Source : Eurostat, Banque centrale

Hongrie

L'inflation en net ralentissement

L'inflation en glissement annuel est retombée à seulement 5,5 % en décembre dernier, contre 7,7 % le mois précédent. Elle a atteint 17,6 % en moyenne annuelle 2023, soit 3,1 points de pourcentage de plus que les 14,5 % de 2022.

Baisse des taux directeurs

Le 30 janvier, le comité de politique monétaire a décidé de baisser le taux directeur de 75 points de base, à 10%. Les marchés, encouragés par une communication en ce sens de la Banque centrale (MNB), par une réduction soutenue de l'inflation et par une balance commerciale excédentaire, prévoyaient une baisse plus marquée (100 points de base) du taux directeur de référence. Commentant la décision, le vice-gouverneur Barnabás Virág, l'a justifié par la volonté de stabiliser le cours du Forint, dans un contexte de durcissement des relations avec Bruxelles. On note que par cette décision, la MNB rompt avec sa tradition de prise de décision à l'unanimité au sein du conseil de politique monétaire, la baisse de 0,75pp ayant été adoptée par « une large majorité ».

Situation et perspectives de l'économie hongroise

En termes de croissance, le Ministère des Finances table sur une contraction du PIB de 0,4 % en 2023. Cette performance négative tient surtout à la mauvaise orientation de la consommation des ménages, qui devrait diminuer de 2 %, et de l'investissement public, en chute estimée à -11,1 %. Le ministère estime par ailleurs le déficit public à 5,9 % du PIB pour l'ensemble de 2023, soit mieux que l'impasse de 6,6 % du PIB mesurée à mi-parcours, mais loin de l'objectif de 5,2 % révisé début octobre et du chiffre initial de 3,9 % retenu par la Loi de finances votée à l'été 2022.

Côté salaires, le nominal net moyen est estimé en augmentation de 13,8 % en 2023, soit très en-deçà de l'inflation annuelle moyenne de 17,6 %. En conséquence, l'an passé, les salaires réels auraient diminué de l'ordre de 3,8 %.

Au plan de l'emploi, le gouvernement relève une hausse de 0,5 %, mais relève aussi une baisse de 1 % de la productivité de l'économie hongroise. A titre de rappel, le gouvernement prévoyait il y a un an que l'emploi stagnerait et que la productivité s'améliorerait de 1,5 % en 2023.

S'agissant des perspectives macroéconomiques, on notera également que le gouvernement table désormais sur un retournement de la croissance de l'économie hongroise plus modeste que lors de l'été dernier. Le budget 2024 a en effet été adopté en juillet 2023 avec une prévision d'expansion économique de 4 %, désormais ramenée à 3,6 % du PIB. En ce qui concerne l'inflation, le gouvernement prévoyait auparavant, pour 2024, un taux de 6 %, ramené désormais à 5,2 %.

Autre nouveauté, le gouvernement s'attend à ce que l'inflation moyenne reste supérieure à 3 % en 2025, alors qu'il prévoyait cet été qu'elle reviendrait à l'objectif de 3 % à cette échéance.

	Décembre 2022	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023
Inflation (%, g.a.)	25,0	9,6	7,7	5,5
Inflation sous-jacente (%, g.a.)	15,4	10,9	9,9	9,1
Taux de chômage (% population active)	3,8	4,1	4,1	/
Taux directeur (%, MNB)	18,0	12,25	11,50	10,75

Source : Eurostat, Banque centrale

République Tchèque

Le Ministère des finances revoit à la baisse sa prévision de croissance pour 2024, à 1,2 %, contre un taux de 1,9 % initialement prévu dans la loi de finances.

Le ministère des finances a mis à jour ses prévisions pour l'année 2024, revoyant à la baisse les projections concernant trois composantes de la croissance : la consommation des ménages (2,6 % contre 3,9 % précédemment), les investissements (1,2 % contre 1,7 % précédemment) et la balance commerciale (0,7 % prévus contre 1,3 % précédemment). L'impact du « paquet de consolidation » sur la croissance serait plus important qu'initialement anticipé lors de la préparation du projet de loi de finances 2024.

En décembre, la Banque centrale a effectué la première baisse de son taux directeur depuis l'été 2022

La banque centrale tchèque (CNB) a abaissé de 25 points de base son principal taux directeur le 21 décembre 2023, de 7 % à 6,75 %. Le taux de 7 % avait été fixé à ce niveau par la CNB en juin 2022, dans le contexte général de hausse des taux directeurs en Europe et d'une forte tension inflationniste.

Le mouvement de baisse du taux directeur tient compte des dernières prévisions macroéconomiques, avec une croissance en berne, freinée par l'atonie de la consommation des ménages : au 3ème trimestre de 2023, le PIB a enregistré une baisse de 0,7 %, en retrait de 0,5 point sur les prévisions antérieures.

En réaffirmant sa détermination à poursuivre la lutte contre l'inflation jusqu'à ce qu'elle soit entièrement maîtrisée, c'est-à-dire stabilisée à 2 %, la CNB observe qu'en dépit d'un taux de chômage qui reste très faible en comparaison européenne, les hausses salariales se limitent à ce jour à 7,1% par rapport à l'année précédente, et que le risque de spirale inflationniste ne s'est donc pas matérialisé.

Des indices de confiance mitigés.

L'indice de confiance composite s'améliore en décembre avec une moyenne de 93,4 soit une hausse de 0,3 points par rapport au mois de novembre. Cette légère hausse n'est cependant présente que du côté des entreprises (+1,7 points), les consommateurs affichent une confiance en baisse de 5,8 points à 84,9. Comparé à décembre 2022, la confiance s'est améliorée tant chez les consommateurs que du côté des entreprises.

Côté consommateur : la perception d'une situation économique tchèque se dégradant dans les douze prochains mois augmente. De ce fait, les ménages tchèques déclarent maintenir le niveau d'épargne constaté en octobre et novembre, tout en reportant les prévisions d'achats conséquents. Enfin, comme en octobre et novembre, environ 30 % des ménages estiment avoir des difficultés à finir le mois. La confiance est néanmoins meilleure fin 2023 qu'elle ne l'était fin 2022.

Côté entreprises : la confiance dans l'industrie (95,1) s'améliore tant par rapport à l'an passé que par rapport à novembre 2023. La demande attendue est en légère hausse avec un niveau de stocks diminuant. Une courte majorité des entreprises du secteur anticipe une stabilisation des prix. Dans la construction, le niveau de confiance demeure élevé (101,4) mais en baisse par rapport à l'an passé. Le nombre d'entreprises anticipant un ralentissement du rythme de l'activité ainsi qu'une baisse de leurs effectifs dans les trois prochains mois est en hausse. Dans le commerce (91,8) et les services (95,1), la confiance s'améliore légèrement du fait d'une évaluation positive de l'environnement économique.

Les travailleurs d'origine étrangère représentent désormais près d'un cinquième des employés en Tchéquie.

Sur un total de 4,23 millions d'employés, 824 000 sont d'origine étrangère soit près de 20 %, contre 5,5 % en 2010 et 15 % en 2019. Les Ukrainiens sont au nombre de 285 000, dont 122 000 disposent d'un visa pour protection temporaire. Les employés originaires de l'UE sont au nombre de 409 800.

La population tchèque vieillissant, le nombre et la part des actifs vont se réduire. Les difficultés de recrutement auxquelles font face les entreprises constituent un obstacle

à leur croissance. Si le gouvernement tchèque a augmenté en 2023 le quota de travailleurs étrangers autorisés, le ministre du Travail a précisé que de nouvelles hausses seraient possibles en fonction des besoins.

	Décembre 2022	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023
Inflation (%, g.a.)	16,8	9,5	8,0	7,6
Inflation sous-jacente (%, g.a.)	13,3	6,3	5,9	5,5
Taux de chômage (% population active)	2,3	2,8	2,4	/
Taux directeur (%, CNB)	7,0	7,0	7,0	6,75

Source : Eurostat, Banque centrale

Slovaquie

La Commission porte un avis critique sur le projet de plan budgétaire.

Après la formation du nouveau gouvernement le 25 octobre 2023, le Ministère des Finances a envoyé le 12 décembre à la Commission un projet de plan budgétaire (PPB) révisé. Neuf jours plus tard, le Parlement a adopté la loi de finances 2024 qui table sur un déficit de 6,52 % du PIB en 2023 et de 5,97 % en 2024. Par la suite, le déficit devrait baisser à 4,97 % en 2025 et 3,97 % en 2026. Quant à la dette publique, elle devrait s'établir à 58,3 % du PIB en 2024 pour monter jusqu'à 61,4 % en 2026.

Le 16 janvier, la Commission a publié son nouvel avis concernant le PPB slovaque. Si elle partage les prévisions macroéconomiques du Ministère des Finances, elle relève que les objectifs budgétaires présentés sont différents de ceux qu'elle a calculés : 6,1 % en 2023 et 6,3 % en 2024. Cette différence provient à son avis d'une interprétation erronée de la comptabilisation de l'aide énergétique issue du Fonds de cohésion de l'UE. Le PPB répartissait ce financement sur 2023 (0,4 % du PIB) et 2024 (0,3 %) alors que la Commission enregistre le montant total en 2023, en accord avec les principes comptables européens. La Commission argumente que les dépenses réalisées en 2023 doivent être en lien avec les recettes provenant de l'UE au cours de la même année.

Par ailleurs, la Commission met en exergue que, selon ses calculs, l'augmentation des dépenses primaires nettes nationales (+6,7 %) dépasse ses recommandations (+5,7 %). Enfin, elle rappelle que les recommandations de juillet 2023 demandaient également de supprimer progressivement les mesures de soutien d'urgence en vigueur en matière d'énergie. A ce titre, la Commission demandait le ciblage des mesures sur les ménages vulnérables, dans l'hypothèse d'un maintien dans le temps de ces aides. Or, dans le cas slovaque, la Commission relève que ces aides sont reconduites pour un montant estimé à 0,8% du PIB (contre 1,9% en 2023) et sans ciblage sur les ménages les plus vulnérables.

Les prévisions macroéconomiques anticipent une forte reprise de la croissance

Mi-décembre, la Banque centrale et le Ministère des Finances ont publié leurs nouvelles prévisions macroéconomiques. Les deux prévisions, en réponse à la reconduction du bouclier tarifaire qui maintient les prix des énergies aux ménages au même niveau qu'en 2023, ont revu à la hausse la croissance en 2024 et à la baisse le taux d'inflation. Ainsi, la Banque centrale prévoit une croissance de 2,8 % en 2024, puis de 3, 0 % et 1,8 % les années suivantes. En 2024, la croissance devrait être tirée notamment par la consommation des ménages (+1,9 %) et les investissements (+4,6 %). Après une inflation de 11 % en 2023, le taux devrait ralentir à 2,5 % cette année pour augmenter à 4,6 % l'année suivante. Les salaires réels devraient retrouver la croissance (+4 %) après deux années de baisse.

Quant au Ministère des Finances, il table sur une croissance du PIB de 2,7 % en 2024. Cette accélération résulte selon lui notamment de la reconduction du bouclier tarifaire (1,25 Md €). En conséquence, l'inflation devrait décélérer en 2024 à 3,2 % pour rester à 3,1 % les deux années suivantes. Les salaires réels devraient retrouver la croissance (+3,7 %) encourageant de facto la consommation des ménages (+3,3 %) après une contraction en 2023 (-1,9 %). Les investissements (+5,1 %) devraient profiter des ressources tirées du PNRR.

	Décembre 2022	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023
Inflation (%, g.a.)	15,0	7,8	6,9	6,6
Inflation sous-jacente (%, g.a.)	9,8	7,7	7,1	6,8
Taux de chômage (% population active)	6,1	5,8	5,8	5,8
Taux directeur (%, BCE)	2,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Estonie

La TVA augmente de deux points de pourcentage au 1er janvier

La TVA est passée de 20% à 22% au 1er janvier sur une large majorité des biens et services. Si la hausse des prix a été visible sur certains produits, l'effet n'a pas été ressenti immédiatement sur les produits les plus populaires : dans un souci de compétitivité, les supermarchés n'ont pas toujours répercuté la hausse sur les produits usuels. La hausse des prix devrait être progressive jusqu'à la fin du mois de février, ralentissant ainsi la baisse de l'inflation.

Le salaire minimal est augmenté de 13,1%

Le salaire minimal a été augmenté de 95€ pour atteindre 820€ bruts, soit 4,86€ par heure. On estime que 7,7% de la population estonienne va ainsi être augmentée. Les aides familiales indexées sur le salaire minimal ont également été réhaussées. Le salaire minimal des enseignants sera également revalorisé de 3% cette année, soit un coût estimé à 8 millions d'euros dans le budget national. Néanmoins, ce montant est jugé insuffisant par les syndicats qui réclament une hausse de plus de 10%.

Une année difficile pour le commerce extérieur estonien

Selon la Commission européenne, l'Estonie est le pays de l'Union européenne qui a connu la plus forte récession en 2023 (-2,6%). La Banque d'Estonie est encore plus pessimiste et estime que la contraction de l'économie estonienne a été de 3,5% et sera de 0,4% en 2024. En raison de la mauvaise santé économique de ses principaux partenaires économiques (Finlande, Suède, Lettonie, Allemagne…), les exportations ont diminué : en novembre 2023, les biens exportés par l'Estonie s'élevaient à 1,5 Md €, tandis que les importations totalisaient 1,7 Md €. Par rapport à novembre 2022, les exportations de marchandises ont ainsi diminué de 12% et les importations de 19 %, à prix courants. Le déficit commercial de l'Estonie en novembre 2023 était de 200 M€, contre 398 M€ en novembre 2022. Le plus grand déficit commercial concerne l'Union européenne, tandis que les échanges avec les autres régions sont majoritairement bénéficiaires.

Néanmoins, l'Estonie réalise un excédent sur les services de 557 M€. Du côté exports comme imports, le secteur le plus dynamique est l'ensemble télécommunications, informatique et information. Les entreprises estoniennes ont davantage vendu aux Etats-Unis, au Luxembourg et à l'Irlande, et ont davantage acheté des services irlandais, lituaniens et américains.

Les taux d'intérêts commerciaux restent très élevés

Les taux des prêts immobiliers sont les plus hauts en Estonie depuis 14 ans : en octobre 2023, le taux d'intérêt moyen était de 5,84% tandis qu'il était de 3,91% en moyenne dans la zone euro. L'Estonie et les deux autres pays baltes trônent ainsi en haut du classement par l'étroitesse de leur marché et les risques ainsi accrus de défaut. Toutefois, afin de rendre le marché plus compétitif, l'autorité de supervision financière estonienne a proposé des solutions au Ministère des Finances afin de rendre plus facile le changement de banque.

Le taux des prêts à la consommation a quant à lui atteint 13,1% (14,0% en Lettonie) et les prêts accordés aux entreprises présentent un taux d'intérêt moyen de 6,5% (les plus hauts en zone euro). Ces taux atteignent respectueusement 7,9% et 5,2% en moyenne dans la zone euro.

	Décembre 2022	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023
Inflation (%, g.a.)	17,5	5	4,1	4,3
Inflation sous-jacente (%, g.a.)	12,5	5,2	5,2	5,0
Taux de chômage (% population active)	5,3	6,2	6,1	/
Taux directeur (%, BCE)	2,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Lettonie

Forte baisse de l'inflation au dernier trimestre

Les prix à la consommation ont fortement ralenti leur hausse au cours du dernier trimestre, l'inflation baissant à +0,9% en glissement annuel à fin décembre. En décembre, les prix de l'électricité, du gaz, des combustibles solides et du chauffage ont baissé de 17,9% par rapport à décembre 2022. Le taux d'inflation sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées a baissé de 2,7 points. Une légère déflation a même été constatée pour certains produits alimentaires, tels que la viande du bœuf, la volaille, le lait et les produits laitiers. Toutefois, les prix élevés des fruits, des légumes et du sucre ont empêché une baisse encore plus rapide de l'inflation.

La Banque de Lettonie réduit ses prévisions de croissance à -0,4% pour 2023 et +2% pour 2024

Dans ses prévisions de décembre, la Banque de Lettonie a revu à la baisse son évaluation de la croissance pour l'année 2023, à -0,4%, contre +0,6% dans ses prévisions de septembre. La raison est la diminution de la demande liée au resserrement du crédit attendu dans la zone euro, et une activité économique plus faible des principaux partenaires commerciaux de la Lettonie. La Banque de Lettonie estime que les tendances négatives de fin d'année 2023 pourraient se poursuivre en 2024, particulièrement au 1er semestre, et a révisé à la baisse les perspectives de croissance du PIB à 2% sur l'année, contre 3% prévus en septembre. Concernant l'inflation, la Banque de Lettonie a abaissé ses prévisions en décembre à 2% contre 2,3% précédemment, principalement en raison de prix agricoles et de prix du gaz et du pétrole à des niveaux bas. Toutefois, l'inflation de base (hors produits agroalimentaires et énergie) restera durablement plus élevée (3 à 5 %) que l'inflation globale en 2024, en raison de la forte croissance des salaires (+8%).

La dette publique devrait atteindre 41% du PIB en 2024

Au cours des 5 dernières années, la dette publique de la Lettonie a considérablement augmenté, passant de 11 Mds EUR en 2019 à 17 Mds EUR en 2023, soit 40% du PIB. Cela s'explique à la fois par les turbulences économiques liées à la pandémie, qui ont entraîné un soutien substantiel de l'État aux entreprises et aux ménages, et par la guerre menée par la Russie en Ukraine, qui a déclenché une instabilité sur les marchés financiers et entraîné une crise énergétique. En 2024, la Lettonie prévoit d'emprunter encore plus de 3Mds EUR, dont une partie, 1,7Mds EUR, servira à rembourser des dettes contractées les années précédentes, sans impact sur le niveau global de la dette publique. En conséquence, la dette publique devrait augmenter d'environ 1,4 Mds EUR en 2024 pour atteindre 18,6 Mds EUR (41% du PIB).

	Décembre 2022	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023
Inflation (%, g.a.)	20,7	2,3	1,1	0,9
Inflation sous-jacente (%, g.a.)	10,7	5,9	5,2	4,4
Taux de chômage (% population active)	6,7	6,5	6,6	/
Taux directeur (%, BCE)	2,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Lituanie

Retour à la croissance en 2024 selon le Ministère des Finances

Fin 2023, le Ministère des Finances a publié ses prévisions actualisées. Il table désormais sur une croissance de 1,7% en 2024, après une contraction estimée à -0,4% en 2023. Malgré le ralentissement de l'activité économique, le taux de chômage devrait quant à lui rester stable à 6,6% en 2024, puis baisser légèrement à 6,4% en 2025 et à 6,3% en 2026. Les salaires devraient augmenter de 7,6% cette année, puis de 5% en 2025 et 2026, permettant ainsi de compenser l'inflation. Celle-ci devrait descendre à 2,8% en moyenne annuelle en 2024, puis se situer autour de 2,3-2,4% en 2025 et 2026.

Les financements européens restent un moteur de croissance majeur pour l'économie lituanienne

Les fonds européens financent la majeure partie des grands projets en Lituanie. 2023 a été une année record en termes d'investissements européens : 1,34 Md € ont été injectés dans l'économie lituanienne au titre des fonds structurels européens et de la facilité pour la reprise et la résilience. Il s'agit du montant le plus élevé au cours de la dernière décennie. La priorité a été donnée aux domaines à forte valeur ajoutée à moyen et long terme : la recherche et le développement expérimental, en particulier dans le privé, les nouvelles technologies, ainsi que la sécurité énergétique.

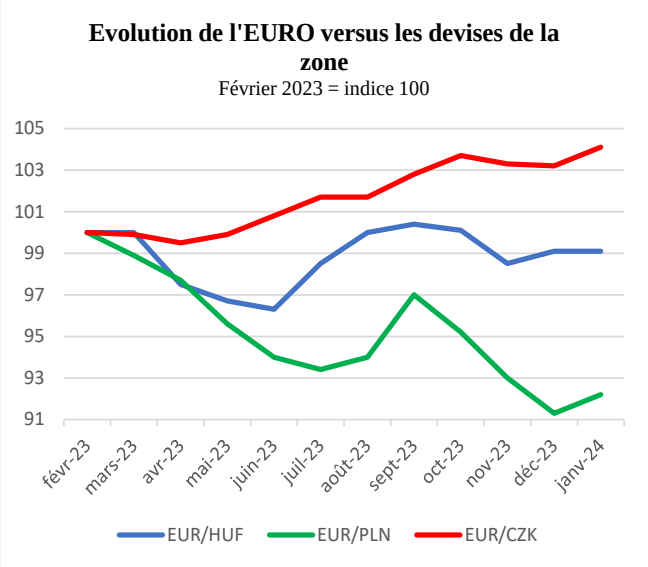
L'inflation en baisse en 2023 mais toujours élevée en moyenne annuelle

Selon l'Agence des donnés publiques, la hausse des prix a ralenti à 8,7% en moyenne en 2023. Si l'inflation a graduellement décéléré au cours de l'année 2023, sa physionomie n'est, en revanche, pas la même, dans la mesure où elle n'est plus tirée par des facteurs exogènes comme l'énergie. En 2023, ce sont surtout les prix des produits alimentaires et des services du secteur hôtellerie-restauration qui ont tiré l'inflation. Ceux-ci ont augmenté respectivement de 14,6 % et de 14,8% en moyenne. En décembre, les prix dans le secteur de l'hôtellerie-restauration ont connu une hausse de 7,9%, en glissement annuel.

	Décembre 2022	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023
Inflation (%, g.a.)	20,0	3,1	2,3	1,6
Inflation sous-jacente (%, g.a.)	12,6	7,1	6,2	5,3
Taux de chômage (% population active)	6,1	6,5	6,5	/
Taux directeur (%, BCE)	2,5	4,25	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Indicateurs macroéconomiques



	Clôture au 31/01/2024	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2022 (%)
EUR/PLN*	4,33	-0,92	-7,49
EUR/HUF*	384,90	0,76	-3,98
EUR/CZK*	24,89	0,85	3,21
EUR/USD*	1,08	-1,09	1,60
WIG20	2280	-2,69	27,22
BUX	64044	5,65	46,24
PX	1453	2,75	20,90
Euro Stoxx 50	4639	2,62	22,29
Spread PL-10**	304	-21	-124
Spread HU-10**	399	9	-254
Spread CZ-10**	163	-6	-83

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

** en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB nominal (M EUR)							
2021	576 382,6	154 120,1	238 249,5	100 323,5	31 444,9	33 616,5	56 153,5
2022	656 905,5	170 246,8 (p)	276 605,9	109 651,9	36 181,4	39 062,5	66 791,1
Taux de croissance du PIB réel (%, g.a.)							
2021	6,9	7,2	3,6	4,9	8,0	4,3	6,0
2022	5,1	4,6 (p)	2,5	1,7	-1,3	2,8	1,9
Populations (milliers)							
2021	38 162,00	9 709,89 (p)	10 697,31	5 440,66	1 330,07	1 883,01	2 808,38
2022	37 827,00 (r)	9 683,47 (p)	10 690,40	5 500,56	1 331,80	1 886,23	2 833,00
Solde public (% PIB)							
2021	-1,8	-7,1	-5,1	-5,4	-2,4	-7,1	-1,2
2022	-3,7	-6,2	-3,6	-2,0	-0,9	-4,4	-0,6
Dette publique brute (% PIB)							
2021	53,6	76,6	42,0	61,0	17,6	43,7	43,7
2022	49,1	73,3	44,1	57,8	18,4	40,8	38,4
Solde du compte courant (% PIB)							
2021	-1,4	-3,9	-2,8	-2,5	-1,8	-4,2	1,1
2022	-3,0	-8,2	-6,1	-8,3	-2,2	-6,4	-5,1

Source : Eurostat,

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

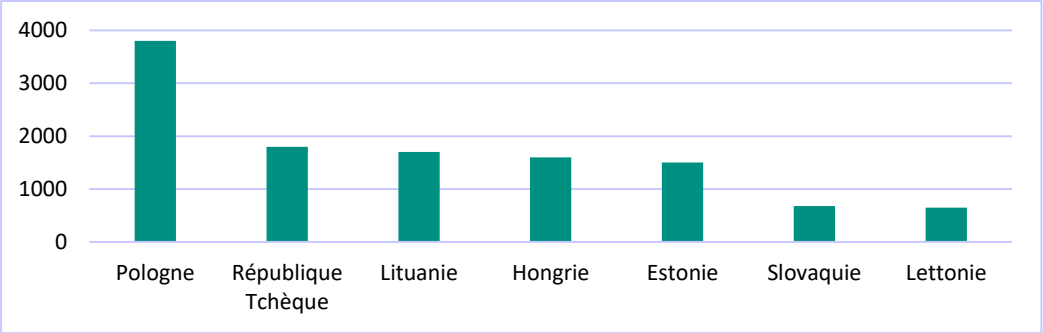
Dossier du mois :

L'écosystème de startups en Europe centrale et balte

1. Structure de l'écosystème

L'Europe centrale et balte englobe des écosystèmes de startups[1] aux dynamiques variables. **De prime abord, et sans surprise, les plus grands pays de la région concentrent les écosystèmes les plus fournis.** La Pologne compte ainsi le plus de startups (3 800), suivie de la République tchèque (1 800)[2] alors que leurs populations, 37,5 M et 10,5 M respectivement, sont les plus importantes de la région. Dans son ensemble, la région héberge environ 11 700 startups qui emploient 105 000 personnes. En termes de valorisation, l'écosystème de la région est estimé à 117,8 Mds $. Par comparaison, la France qui compte une population comparable à la région Europe centrale et balte, dénombre le double de startups (23 400) pour une valorisation estimée à 359 Mds $.

Nombre de startups par pays



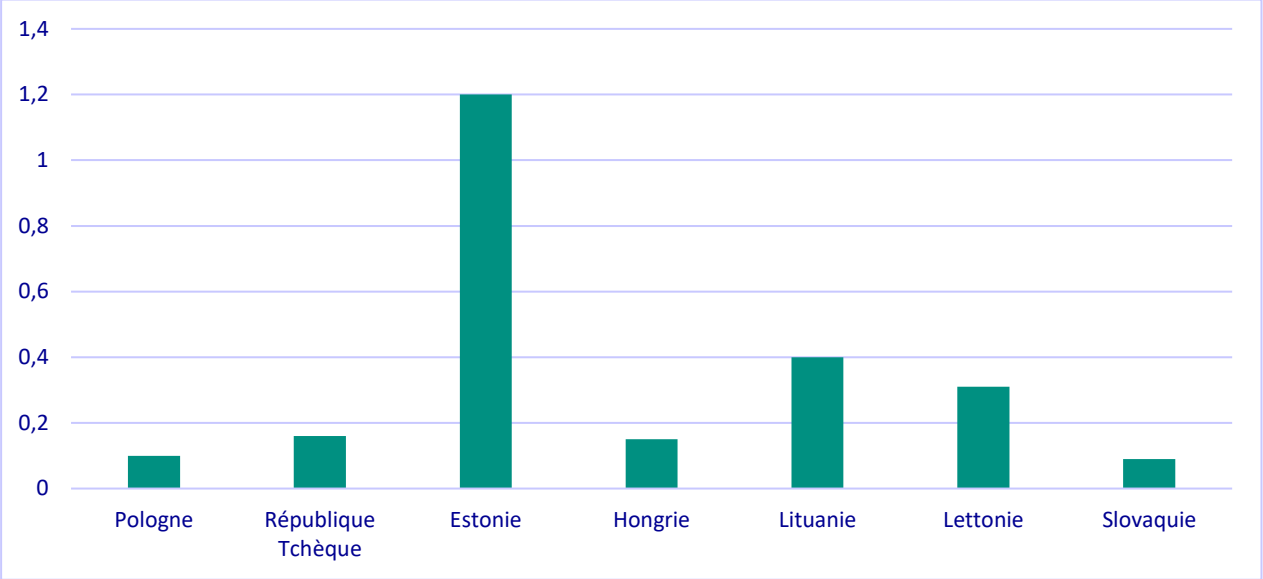
Sources : Dealroom, SER de Varsovie

Ramené en proportion de la population, le nombre de startups par pays met en exergue la spécificité des pays baltes. Selon ce critère, l'Estonie abrite l'écosytème le plus dense de la région avec 1,1 startup pour 1000 habitants, suivie de la Lituanie (0,62) et de la Lettonie (0,31). A l'inverse, les grandes démographies polonaise et tchèque n'atteignent respectivement que 0,09 et 0,16 startup pour 1000 habitants.

[1] Il existe de multiples définitions du terme startup. Ce dossier retiendra la suivante : une entreprise nouvelle (startup signifiant « qui démarre ») dont le potentiel de croissance et de valorisation future est hautement spéculatif. Elle se distingue par sa capacité à innover, voire à proposer des technologies de rupture. (cf annexe1)

[2] Source : Dealroom

Nombre de startups pour 1000 habitants



Source : Dealroom, SER de Varsovie

Les grands centres urbains de la région polarisent les écosystèmes. Varsovie compte 1144 startups contre 990 pour Prague, 915 pour Tallin et 805 pour Budapest[3].

L'importance de l'Estonie dans l'écosystème de la région doit beaucoup au succès de Skype, service de communication instantanée estonien. En dépit de son modeste poids économique et démographique, le succès de Skype a placé l'Estonie à l'avant-garde de l'écosystème de l'innovation en Europe centrale et balte. La startup, acquise pour 2,6 Mds $ par eBay en 2005, puis rachetée pour 8,5 Mds $ par Microsoft en 2011, a permis à ses cofondateurs d'investir dans d'autres startups européennes et de créer plusieurs fonds en capital risque de référence comme Atomico (70 Mds $ de portefeuille) et Metaplanet (188 Mds $ de portefeuille) assurant le financement d'une large partie de l'écosystème européen.

Le développement de l'écoystème polonais, aujourd'hui le plus important de la région, a reposé sur un financement public important faute de financements privés suffisants. Selon les estimations, près de 40% du financement des startups polonaises provient d'institutions publiques. En 2022, PFR Ventures et le NCBR, deux institutions détenues par le Trésor public polonais, assurent à elles seules le tiers des financements aux startups dans le pays[4]. L'écosystème polonais s'appuie sur le dynamisme de Varsovie et Cracovie, qui rassemblent près de la moitié des startups polonaises, notamment grâce à des formations universitaires de qualité dans ce domaine.

La République tchèque, 2ème pays en nombre de startups, est un acteur régional important qui compte quelques réussites d'envergure internationale comme Avast et AVG, spécialistes de la cybersécurité.

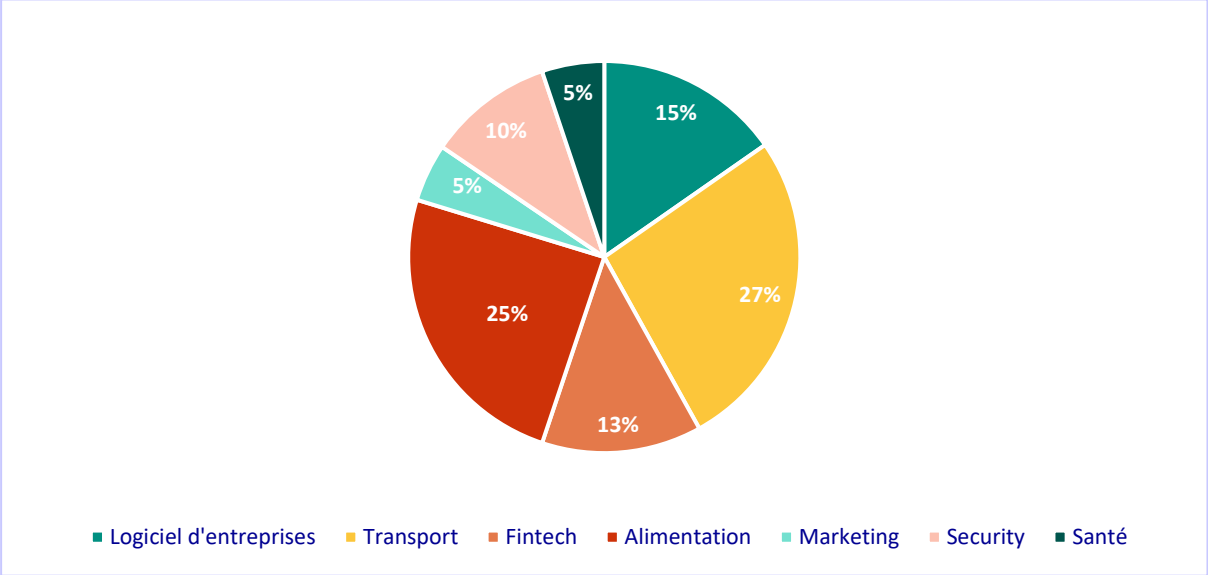
Face à la prédominance dans la région des écosystèmes estonien, polonais et tchèque, principaux écosystèmes « généralistes » de la zone, **la Lituanie s'est spécialisée dans le secteur bancaire et financier.** Grâce à ses nombreuses *fintechs*[5], la Lituanie est considérée comme un acteur clé en Europe dans l'innovation bancaire et financière malgré la modestie de son économie. La Lituanie rassemble le plus grand nombre de *fintechs* d'Europe continentale. Elle est le pays qui a délivré le plus de licences d'émetteur de monnaie électronique (EMI) ainsi que de nombreuses licences de prestataires de services de paiement (PSP). **La Lituanie a ainsi octroyé davantage de licences EMI (84 à la fin 2022) que la France (19), l'Allemagne (11), les**

[3] Source : Dealroom
[4] Polish startup report 2023, startup Poland
[5] Startups du secteur bancaire et financier

Pays-Bas (12) et la Suède réunis (6).

A l'échelle de la région, les startups sont particulièrement actives dans les secteurs des transports et de l'alimentaire. Le secteur des transports concentre 27% des financements levés en 2022. Cette prépondérance s'explique en partie par la présence de l'entreprise Bolt (d'origine estonienne) qui fournit des services de chauffeurs VTC, et qui a levé 628 M € en 2022. Le deuxième secteur le plus financé est celui de l'alimentaire, qui représente 25% des levées de fonds. Sur le podium figurent également les logiciels à destination des professionnels (15%). Par ailleurs, on note que l'Estonie est le seul pays à dépasser le milliard de dollars de levées dans ces secteurs (2,2 Mds $ dans les transports, 1,9Mds $ dans l'alimentation).

Répartition des levées de fonds par secteurs d'activité



Source : Dealroom, SER de Varsovie

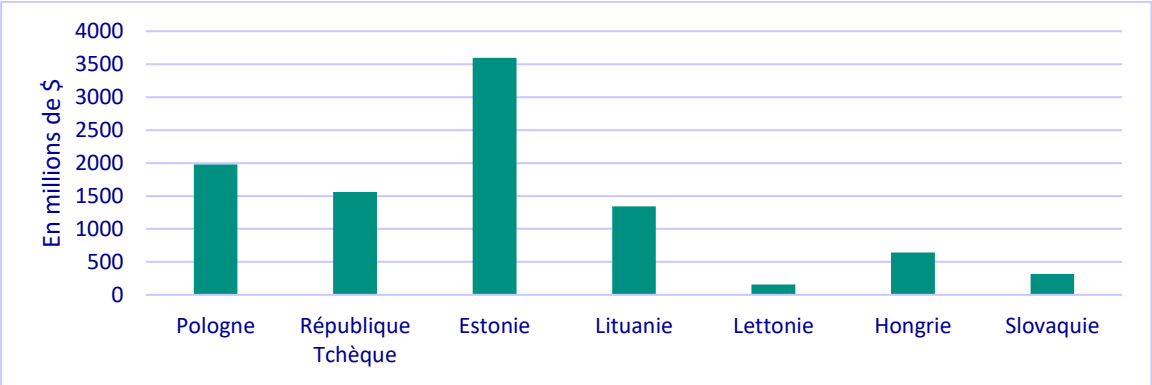
2. Le financement

A) L'Estonie championne d'Europe pour les levées de fonds, alors que les autres pays de la région sont en retard sur la moyenne européenne

La capacité à lever des fonds est l'un des indicateurs les plus fréquemment utilisés pour caractériser le développement des startups. Il permet d'évaluer le succès d'un projet auprès d'investisseurs. Plus les levées de fonds sont élevées, induisant une valorisation importante de la startup concernée, plus le potentiel de celle-ci est considéré comme important.

A l'aune de cet indicateur, **l'Estonie se distingue des autres pays de la région par les montants des fonds qui y sont levés.** Bien que moins nombreuses qu'en Pologne, République tchèque ou encore Lituanie, les startups estoniennes sont en moyenne davantage financées et valorisées. Ainsi en 2022, l'Estonie a levé en moyenne 950 000$ par startup, contre 107 000 $ pour la Pologne et 292 000 $ pour la République tchèque.
L'Estonie était même en 2022, le leader en Europe des levées de fonds par habitant. Avec 1100$ investis dans les startups pour 1000 habitant, le pays était largement en tête du classement européen, alors que son dauphin, l'Islande atteignait 580 $. Avec 240 $, la France se plaçait 10ème. **Les autres pays d'Europe centrale et balte étaient tous sous la moyenne européenne de 140$.** La Hongrie et la Lettonie ont investi 18$ par habitant et la Pologne environ 15$. Dernière de la région, la Slovaquie a investi 5$ par habitant. Les marges de progression dans la zone sont donc importantes et le développement de certains écosystèmes est encore en retard sur l'Europe de l'ouest.

Cumul des levées de fonds par pays entre 2016 et 2023

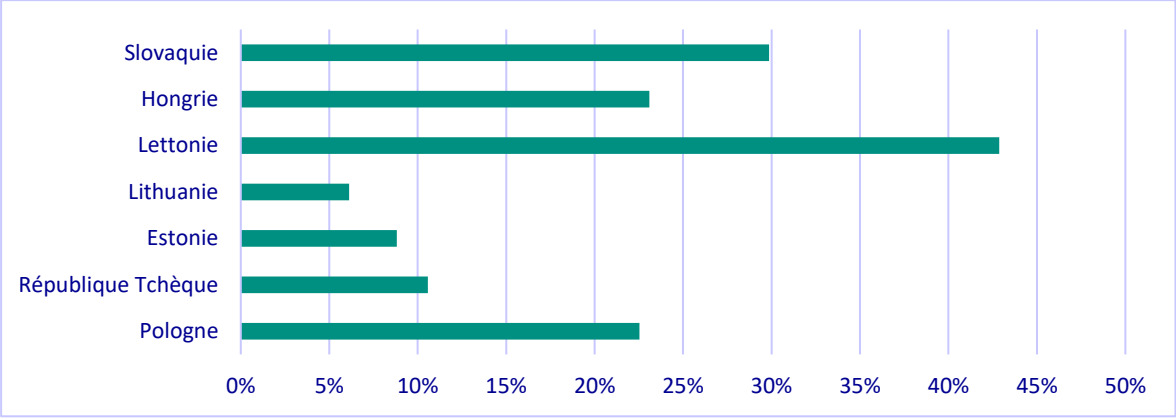


Source : Dealroom, SER de Varsovie

Le concept de « licorne » est bâti sur l'indicateur de valorisation. Sont appelées « licornes », les startups dont la valorisation est supérieure à 1 Md $. **La région abrite 21 startups ayant le statut de « licorne »**. Certaines de ces startups sont présentes mondialement, comme Bolt (Estonie), Docplanner (Pologne), Vinted (Lituanie), etc. La région a aussi vu naître d'autres startups ayant perdu ce statut suite à des rachats ou des introductions en bourse. C'est le cas notamment de Skype (Estonie), CD Projekt (Pologne), Avast et AVG (République tchèque) ou encore LogMeIn (Hongrie). Les fonds dont disposent les fondateurs de ces licornes sont souvent réinvestis dans d'autres startups et permettent leur développement. Celles-ci deviendront peut-être des licornes à terme, générant un phénomène d'essaimage.

L'analyse des levées de fonds indique que les startups d'Europe centrale et balte s'orientent vers le secteur *deep tech*, nom donné aux technologies de rupture et à l'intelligence artificielle (IA). En 2022 et 2023, plus de la moitié de la valeur de l'écosystème des startups baltes provenait de ces 2 catégories. Le constat est davantage marqué sur les levées de fonds : 92% des levées de fonds y sont concentrées, dont 81% dans l'intelligence artificielle en 2022.

Part des levées de fonds des startups *deep tech* dans le total des levées de fonds entre 2016 et 2022



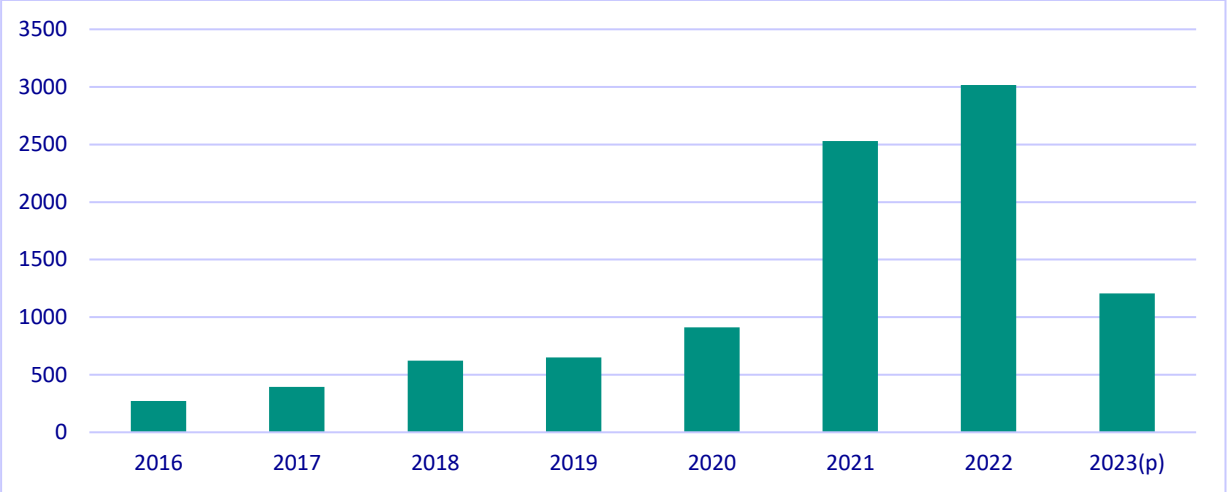
Source : Dealroom, SER de Varsovie

B) 2023 : la fin de l'argent facile ?

A l'instar de la tendance mondiale, les startups d'Europe centrale et balte ont bénéficié de financements en forte croissance entre 2015 et 2020. Les financements se sont même accélérés en 2021-2022 suite à la pandémie de covid-19, période marquée par des liquidités abondantes. Une partie des fonds disponibles s'est dirigée vers des projets parfois risqués ou peu aboutis mais dont les promesses de rentabilité pouvaient être importantes. **Ces financements connaissent toutefois un fort coup d'arrêt depuis 2023 aussi bien en Europe que dans le monde.** Afin de lever des fonds, les startups cherchant à se financer ne doivent plus

simplement présenter une idée mais un business plan et, souvent, s'assurer du soutien d'investisseurs institutionnels (PFR en Pologne par exemple, ou Bpifrance par comparaison)

Montants levés en Europe centrale et balte de 2016 à octobre 2023



Source : Dealroom, SER de Varsovie

2023 a été une année défavorable pour l'écosystème européen de startups. Avec 1150 nouvelles startups créées encore en activité, soit 3 fois moins qu'en 2022 (3 100), 2023 marque la fin d'une période de croissance effrénée en Europe. L'Europe centrale et balte est encore plus touchée : 78 startups[6] ont été créées en 2023 et sont encore en activité, contre par exemple, 193 pour la France seule.

L'année 2023 a été marquée par une forte diminution des fonds levés. Un ralentissement significatif a été observé à partir de juillet 2022 dans toute l'Europe, qui a enregistré 40% d'investissements de moins qu'un an plus tôt. La tendance s'est poursuivie en 2023, qui a totalisé seulement 58 Mds $ d'investissements[7].

L'Europe centrale et balte a comparativement plus souffert que les autres pays européens. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et les 3 pays baltes ont attiré seulement 1,2 Md $, soit 2% des financements à destination de l'Europe[8] en 2023, contre 3,1% en 2022 (2,88 Mds $).

Du fait du retrait de fonds en capital risque étrangers à la région, les écosystèmes d'Europe centrale et balte sont confrontés à une importante raréfaction de l'offre de financement. Or, la raréfaction des financements est particulièrement néfaste lors des levées de fonds de démarrage des startups (amorçage ou *pre-seed,* annexe 3), qui comportent le plus de risques. Ces phases doivent permettre à la startup de lancer son activité. Si obtenir une première levée de fonds était interprété comme un gage de confiance et facilitait les levées de fonds suivantes jusqu'en 2022, le phénomène ne s'observe plus dans la région en 2023 (cf annexe 4).

Les places financières d'Europe centrale et balte ne permettent souvent pas aux startups de lever les sommes dont elles ont besoin. C'est le cas pour l'Estonie, qui est confrontée à une émigration importante de ses entreprises. Parmi ses 30 plus grandes startups, 2/3 ont déplacé leur siège aux Royaume-Uni ou aux Etats-Unis.

---

[6] Source : Dealroom.com

[7] Ce ralentissement n'est cependant pas propre à l'Europe. L'Amérique du Nord (145 Mds $ en 2023, contre 237 Mds $ en 2022) et l'Asie (86 Mds $ en 2023, contre 128 Mds $ en 2022) ont également été touchées.

[8] L'écosystème européen est dominé par 3 pays : le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. En 2023, le Royaume-Uni est en tête du classement avec 20,2 Mds $ d'investissements en capital risque (VC), la France est deuxième avec 9,2 Mds $ et l'Allemagne troisième à 8,2 Mds $.

La frilosité des investisseurs privés en 2023 n'a pas été compensée par une montée en puissance des fonds institutionnels présents dans la région. C'est le cas y compris pour les écosystèmes les plus dotés en financements publics comme en Pologne. En 2023, ¼ des startups y ont bénéficié de capitaux du fonds national de recherche et de développement (NCBR), soit autant que les startups ayant obtenu des financements de fonds de capital-risque polonais. Mais l'importance des fonds publics dans le financement des startups les expose aux aléas politiques. Ainsi, en 2023, de nombreuses startups polonaises n'ont pas perçu les financements promis par le NCBR. Cette situation est la conséquence de soupçons de corruption et de détournement de fonds européens par le NCBR, qui ont entrainé le gel de ses interventions[9]. En parallèle, alors que le Polish Development Fund Ventures (PFR Ventures), institution publique qui gère 675M € d'actifs dans plus de 650 entreprises, avait indiqué qu'il utiliserait 426 M€ de fonds européens pour des startups au 2ème trimestre 2022, il n'a finalement rien versé, entrainant plusieurs faillites de startups trop dépendantes de ces fonds publics.

3. L'argent ne fait pas tout

Le ralentissement observé en 2023 sur les financements ne signifie pas pour autant un coup d'arrêt au développement des écosystèmes concernés. En effet, si le financement est un facteur-clé de développement, **le succès du modèle estonien ou encore le développement des *fintech* en Lituanie s'expliquent avant tout par des facteurs extra-financiers, qui peuvent être d'ordre culturel mais aussi, et surtout, d'ordre réglementaire**. A cet égard, la réussite de l'Estonie en fait un modèle dans la région (cf annexe 5).

Souhaitant attirer les startups innovantes, l'Estonie a numérisé ses procédures aministratives et mis en place *l'e-residency* en 2014 (résidence électronique). Ce programme offre à toute personne de soumettre une demande de résidence, à distance, qui permet ensuite de créer et domicilier son entreprise en Estonie, là aussi à distance. Le pays permet donc à des entrepreneurs internationaux d'accéder au marché européen sans même s'y rendre physiquement. **Ce programme a permis la création de plus de 25 000 entreprises par 100 000 e-résidents de plus de 170 pays**.

Afin d'attirer des travailleurs étrangers qualifiés et ainsi pallier sa faible population, l'Estonie propose également un **système de visas dédiés aux startups** (*startup visa* et *scale up visa*), qui ne sont pas soumis aux quotas de visas classiques et qui doivent permettre aux entreprises estoniennes de recruter des travailleurs étrangers qualifiés. Exemple de l'impact de cette politique, Lift99, entreprise estonienne qui accompagne les startups dans leur développement, indique **que 75% des fondateurs des 250 startups qu'elle assiste sont des citoyens étrangers,** notamment du Brésil et de Turquie.

Afin de soutenir les startup estoniennes, la ville de Tallin a lancé en 2023 son programme « Test in Tallinn », qui permet aux startups sélectionnées de tester leurs produits en situation réelle, à l'aide d'infrastructures mises à disposition par la ville. En 2023, 20 startups qui proposent des produits allant de la ville intelligente à la détection de drones ont été sélectionnées pour tester leurs produits en situation réelle.

Le dynamysme de l'écosystème lituanien, parfois qualifié de « paradis des fintech », doit beaucoup à une règlementation attractive visant à attirer en Lituanie les sièges des startups et leur offrir un accès au marché européen. Outre une approche « souple » et rapide dans l'octroi des licences, la Banque de Lituanie offre à ces institutions un accès direct au système de paiement européen SEPA, via son propre système « Centrolink ». Cette stratégie volontariste et aggressive, permet à ses fintech d'avoir 25 M de clients européens. La même approche

[9] Les suspicions concernent des fonds européens, qui auraient été attribués à des startups en lien avec des membres du parti Républicain, membre de la coalition gouvernementale menée par le PiS.

« souple » se retrouve dans l'octroi des licences bancaires. C'est ce qui explique que des entreprises comme Revolut ou Google Pay aient choisi la Lituanie pour obtenir les « passeports européens » leur permettant de servir l'ensemble du marché de l'UE.
S'inspirant du modèle lituanien, les autorités lettones envisagent d'offrir des facilités similaires afin d'attirer davantage de *fintech* sur leur sol, mais le pays doit en parallèle améliorer sa réputation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

A l'inverse, en Pologne, les entrepreneurs pointent l'instabilité règlementaire comme étant un des principaux freins au développement de l'innovation. Les startups doivent provisionner d'importantes ressources pour s'adapter à la règlementation en constante transformation. Elles s'appuient souvent sur des cabinets juridiques et se plaignent de normes changeantes et pas toujours adaptées à leur secteur d'activité. Pour répondre à ce défi, le nouveau gouvernement polonais, formé en décembre 2023, s'est engagé à donner une meilleure visibilité des évolutions législatives à venir et à associer les entreprises aux changements règlementaires.

Cependant, miser principalement sur une règlementation souple pour attirer des talents expose à des départs brutaux, dès lors que la règlementation se durcit. Quand l'Estonie a changé sa règlementation en matière de cryptomonnaies, plusieurs centaines de plateformes ont quitté le pays pour se rendre en Lituanie qui n'avait pas adopté une telle règlementation.

Annexes :

Annexe 1 : Qu'est-ce qu'une startup

Il existe de multiples définitions du terme startup. Ce dossier retient la suivante : le terme désigne une entreprise nouvelle (startup signifiant « qui démarre ») dont le potentiel de croissance et de valorisation future est hautement spéculatif. Elle se distingue par sa capacité à innover, voire à proposer des technologies de rupture, qui lui permettront, lorsqu'elle aura atteint une taille suffisante, de s'imposer sur son marché.

Ce caractère innovant de la startup se traduit par une approche itérative : elle teste son marché, expérimente son business model, là où une entreprise cherche à optimiser celui-ci pour supporter ses coûts et rémunérer ses actionnaires.
Cette phase itérative doit permettre à la startup de définir clairement son business model, s'établir sur son marché, obtenir des financements, et, in fine, quitter son statut transitoire de startup pour devenir une entreprise mature.

La startup compense ces risques par sa souplesse et sa capacité d'adaptation. Son approche itérative lui permet d'expérimenter et de trouver les solutions les plus adaptées à son marché. Ses méthodes d'organisation, généralement plus agiles et moins hiérarchiques, lui permettent de réagir rapidement aux défis qu'elle rencontre. Là réside sa force : elle est plus réactive et adaptable qu'une entreprise traditionnelle.

Cependant, les startups font face à de nombreuses difficultés. La relative instabilité de leurs modèles, leurs processus itératifs et leurs modèles économiques peu définis les exposent à un risque majeur : l'épuisement de leurs financements avant l'atteinte de la rentabilité. Pour assurer leur survie financière, les startups ont recours à différentes méthodes de financement :

- Seed, levées de fonds en plusieurs étapes financées par des Venture Capitalists (VC).
- Le financement partagé, sur des plateformes (Kickstarter, Gofundme, Indiegogo…) ou par des proches (familles, amis…)
- Les prêts
- Le financement personnel

Malgré cette diversité de financements, 91,6% des startups ont cessé d'exister dans les 3 ans qui ont suivi leur création en 2019. La première raison de fermeture des startups est le manque de financement couplé à l'impossibilité de lever de nouveaux fonds (cf. annexe 3).

Annexe 2 : Pourquoi encourager le développement des startups ?

Un écosystème de startups dynamique serait bénéfique pour l'économie pour plusieurs raisons.
D'abord, les startups sont souvent à l'avant-garde de l'innovation. Elles sont fréquemment créées pour résoudre des problèmes spécifiques ou pour exploiter de nouvelles opportunités. Leur agilité et leur capacité à prendre des risques favorisent l'émergence de nouvelles idées et de solutions innovantes. Bien que souvent de petite taille (taille moyenne de 8 personnes en République Tchèque), elles peuvent contribuer de manière significative à la création d'emplois. En se développant, elles offrent des opportunités d'emploi dans des domaines innovants.

D'un point de vue financier, les startups qui parviennent à croître permettent à leur pays de résidence d'attirer et de concentrer davantage de capitaux étrangers. La présence de startups peut diversifier l'économie en introduisant de nouveaux secteurs d'activité. Cela réduit la dépendance à l'égard de secteurs traditionnels et peut rendre l'économie plus résiliente face aux changements économiques mondiaux.

Les startups encouragent un esprit entrepreneurial au sein de la société. Cela peut avoir des effets positifs sur la culture d'affaires, encourager la création d'entreprises, et ainsi stimuler l'économie dans son ensemble.

Annexe 3 : Les levées de fonds :

La levée de fonds par étape (seed) est la plus singulière et est le mode de financement préféré des startups. Il s'agit pour elle d'obtenir des financements d'investisseurs, souvent en échanges de prises de participations. Elle se divise en plusieurs étapes :

- Le pre-seed (amorçage)

Il s'agit pour la startup de financer les préalables à son démarrage. Cette étape doit lui permettre de développer un premier prototype de produit.

- Le financement en seed

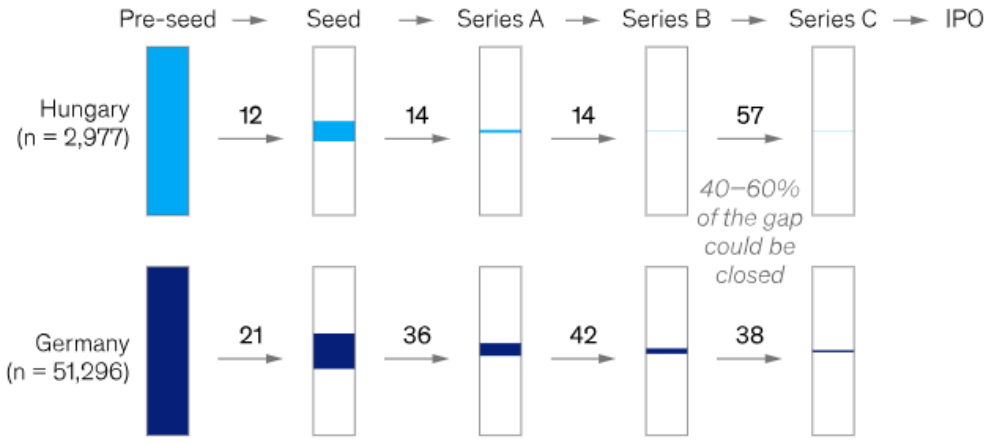
Les levées de fonds en seed se divisent en plusieurs séries (A, B, C, D…). Chaque série correspond à une levée de fonds et doit permettre à la startup de financer son développement commercial et l'accélération de sa croissance.
Chaque nouvelle série de financement s'accompagne d'une augmentation des volumes levés, ainsi que d'une dilution progressive de la propriété de la startup.

Les financements en seed s'arrêtent dès lors que l'entreprise n'a plus de besoin de financement.

Annexe 4 : Diminution de la maturité des startups :

En Hongrie, seules 12% des startups ont obtenu un financement « seed », contre 21% en Allemagne. La conversion du financement « seed » en série A (annexe 3) est encore plus critique : 14% des startups ayant obtenu un financement seed sont financées en série A, contre 36% en Allemagne. In fine, très peu d'entreprises hongroises quittent leur statut de startup, soit par un rachat / fusion, soit par une introduction en bourse.

Taux de conversion des étapes de financement en Hongrie et en Allemagne



Source : McKinsey & Company, Dealroom

Annexe 5 : L'Estonie : la culture du numérique et de l'entreprenariat

L'Estonie est résolument tournée vers le numérique et les nouvelles technologies. Cette spécialisation de l'économie estonienne a été soigneusement construite pendant plus de 30 ans, en s'appuyant sur l'héritage laissé par l'URSS à l'indépendance du pays en 1991. Les républiques baltes de l'URSS deviennent dès les années 1950 des centres de développement

de l'informatique et de la cybernétique soviétique. **Lors de l'indépendance, l'Estonie, consciente de ses moyens financiers limités et de sa faible population éparpillée sur son territoire, souhaite fédérer sa société en rendant visible l'État partout, grâce à la dématérialisation.**

L'Estonie a fait le choix de s'orienter vers les nouvelles technologies, de manière à développer de nouveaux systèmes numériques, orientés vers l'accessibilité, l'efficience et le contrôle des coûts. En 1994, l'Estonie adopte son premier document stratégique de développement du secteur informatique et lance, deux ans plus tard, un programme national de développement d'infrastructure numérique.

La faible population de l'Estonie, et les nombreux villages ruraux qui la composent, sont vus comme une force pour l'adoption généralisée de la dématérialisation. Ainsi, le public est accompagné par le secteur privé, notamment les banques : face à l'impossibilité de déployer des guichets dans des communes, les premières solutions de banque en ligne apparaissent en 1996. En 2000, les déclarations d'impôts sont dématérialisées. En 2001, la clé du succès de l'infrastructure numérique estonienne est déployée : ***X-road*, un système d'échange de données, chiffré de bout-en-bout, qui permet de relier tous les systèmes numériques de l'Etat de manière sécurisée**. Cette technologie **permet la mise en place d'une carte d'identité digitale, rendue obligatoire, qui permet aux Estoniens d'accéder et de s'identifier à la plupart des services en ligne, aujourd'hui publics comme privés.** Grâce à cette e-carte d'identité le pays a proposé dès 2005, le vote en ligne pour les élections locales et nationales. Alors que la technologie de la **blockchain** était encore peu connue, l'Estonie l'utilise pour chiffrer et s'assurer de l'intégrité de ses données dès 2008. Le pays continue le développement de nouveaux systèmes, ce qui lui permet aujourd'hui d'occuper la **1ère place mondiale de l'indice de digitalisation**. C'est la construction d'une véritable culture du numérique, depuis ces trente dernières années, qui permet aujourd'hui à l'Estonie d'être à l'avant-garde de l'innovation dans ce secteur, malgré un poids économique et démographique modeste.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr